

PHILIPPE VAN PARIJS

« *Je ne veux pas travailler dans une tour d'ivoire* »



Philosophe, économiste, professeur et responsable de la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale à l'UCL, Philippe Van Parijs réfléchit aux fondements d'une société basée sur la justice. Il s'engage aussi dans les débats de société sur l'avenir de notre pays.

Vous avez étudié plusieurs disciplines et multiplié vos centres d'intérêt. Ça n'a pas dû être facile, étudiant, de choisir parmi les différentes voies possibles...

– C'est vrai que j'ai des centres d'intérêt différents. Aux Facultés Saint-Louis, j'ai étudié simultanément l'économie, la philosophie et le droit. En arrivant à Louvain, il a fallu choisir. J'ai eu des insomnies en écoutant le carillon de Louvain parce que j'hésitais entre l'économie et la philosophie. Et puis j'ai tranché pour la philosophie mais en me disant que je chercherai aussi une solide formation en philosophie des sciences et dans le domaine de l'économie politique. C'est ce que j'ai pu faire en étudiant ensuite aux États-Unis et à Oxford, en Grande Bretagne. Mais ce qui m'intéresse fondamentalement, c'est la philosophie politique.

– Aujourd'hui, qu'est-ce qui vous mobilise le plus : l'enseignement, la recherche, le débat de société ?

– Depuis que je suis devenu professeur, je m'attelle aux trois missions de l'universitaire. J'enseigne les matières d'éthique. Je fais de la recherche et je publie des livres et des articles. Mais ce qui est devenu prioritaire pour moi, c'est le service à la communauté et la participation aux débats publics sur notre avenir, nourrie par mes activités de recherche. C'est pour cela que j'ai accepté, il y a 25 ans, de créer et d'animer la « Chaire Hoover » au sein de la faculté de sciences économiques, politiques, sociales et de communication de l'UCL. Cette chaire vise précisément à assurer une réflexion, enseigner et participer aux débats publics sur les questions d'éthique économique et sociale, ce qui correspond à mes aspirations. À la Chaire Hoover, nous ne voulons travailler ni en ghetto, ni dans une tour d'ivoire.

– Vous avez vécu longtemps à l'étranger, beaucoup voyagé. Vous parlez plusieurs langues, avez côtoyé des gens de milieux intellectuels très différents. C'est une constante chez vous : Ne pas vivre dans un seul milieu...

– J'ai toujours eu un tempérament de « go between », ce qui explique la nature de certains de mes engagements dans la société. Ainsi, par exemple, je suis Bruxellois d'origine, avec un parcours scolaire en français. Certains de mes grands-parents parlaient flamand et dans mon

enfance, mes parents nous ont parlé en partie en néerlandais. Et j'assume aussi cette origine flamande. Je me suis toujours senti comme traversé par une frontière linguistique. C'est aussi vrai par la suite. Je suis devenu philosophe dans une université francophone mais d'orientation anglo-saxonne suite à mes études à Oxford. J'ai pu ainsi contribuer à faire mieux connaître ici la pensée de certains intellectuels anglo-saxons.

– Lorsqu'on pense à une société idéale d'un point de vue éthique, on met souvent en exergue les notions de liberté, d'égalité et de fraternité. Vous préférez mettre en avant la notion de justice...

« Pour moi, la justice n'est pas une question de revenus, de niveau de bien-être mais de distribution équitable de ce que j'appelle la liberté réelle. »

– Lorsque je parle d'une société juste, les notions de liberté, d'égalité et de fraternité sont présentes. J'y ajouterai la notion d'efficacité. Dans cette réflexion, nous devons beaucoup à l'apport de John Rawls qui a publié en 1971 *The Theorie of Justice*. Il est le premier à avoir formulé de manière élaborée une conception « libérale-égalitaire » de la justice. Il essaye de concilier de manière rigoureuse l'importance que nous accordons à la fois à la liberté et à l'égalité. La liberté individuelle, c'est important mais pour autant qu'elle soit compatible avec un souci égal des intérêts des autres. Tout le défi est d'articuler ces deux intuitions fondamentales. Une tradition met en avant la liberté ou la « tolérance », une autre met en avant la « solidarité ». Il s'agit d'essayer de faire place à la tolérance sans que cela tourne à l'indifférence et de faire place à la solidarité sans que cela tourne à une forme de paternalisme autoritaire. C'est ce qu'essaye de proposer Rawls.

– Vous vous inscrivez dans cette tradition...

– Oui, même si j'ai quelques divergences en ce qui concerne le thème de la justice globale. J'ai finalement exprimé ma propre vision de cette approche libérale-égalitaire en publiant en 1996 *La liberté réelle pour tous*. À la question « Qu'est-ce qu'une société juste ? », on peut répondre, en simplifiant par le slogan : « La liberté réelle pour tous. » Pour moi, la justice

n'est pas une question de revenus, de niveau de bien-être mais de distribution équitable de ce que j'appelle la liberté réelle. Il ne s'agit pas seulement d'avoir le « droit » de faire des choses mais d'avoir les « capacités » de faire des choses en raison de nos ressources internes ou de l'accès à des ressources externes.

– Par certains côtés, on pourrait vous classer comme libéral, socialiste par d'autres, soucieux du bien commun et sensible à l'écologie... De nouveau « un go between » ?

– Aujourd'hui, la plupart des formations politiques belges, sont « libérales-égalitaires ». Il y a dans la tradition chrétienne une dimension de solidarité et de liberté.

Les libéraux veulent la liberté mais maintenir aussi la solidarité. Les socialistes parlent d'abord de solidarité mais avec la liberté. Idem chez les écologistes en insistant sur une liberté et une solidarité mais qui soient soutenables à terme. Il y a des accents

différents seulement. On pourrait dire que je suis fondamentalement un libéral égalitaire, qui souhaite que la liberté ne profite pas qu'aux riches. Je me sens proche de certains socialistes utopiques que Marx critiquait, tout en pensant que certaines analyses du XIX^e siècle ne sont plus adaptées à notre époque. Je suis aussi sensible à la réflexion écologique et j'ai été éduqué dans le milieu chrétien.

– Vous assumez un certain héritage chrétien ?

– D'une certaine manière, je me conçois un peu comme un chrétien incroyant. Je viens d'une famille catholique, comme beaucoup de mes collègues. À mon adolescence, vers seize ans, j'ai dit à mon grand-père paternel qui était mon interlocuteur privilégié sur ces questions que je ne croyais plus. Il m'a conseillé de prier jusqu'à l'âge de dix-sept ans en demandant à Dieu de me rendre la foi. J'ai fait cela et continué à aller à la messe jusqu'à mon dix-septième anniversaire, date à laquelle la foi n'était pas revenue. Mes parents, avertis, ont été tristes. J'ai dédié mon livre *Qu'est-ce qu'une société juste* à ce grand-père et à ma mère, en écrivant que mon souci de la justice, je le devais à leur engagement chrétien. Mon grand-père était non seulement un catholique convaincu mais aussi échevin appartenant à l'aile gauche du parti catholique à Molenbeek, défendant les paysans flamands méprisés par la bour-

geoisie francophone de Bruxelles. Cela m'a donné une sorte d'empathie pour la cause flamande, du moins dans le souci et le respect de la diversité linguistique face à l'arrogance jadis de certains francophones. L'engagement chrétien de mon grand-père, je le revendique volontiers, tout comme cette tradition-là de mon université, mais sans adhérer à une métaphysique chrétienne.

– *Outre des croyances métaphysiques, vos parents, vos éducateurs, vous ont transmis aussi une image, une figure de l'homme Jésus à laquelle vous pouvez encore aujourd'hui adhérer ?*

– Il y a deux choses centrales dans le message chrétien que je prends volontiers à mon compte : la pauvreté comme cible et une certaine pauvreté comme idéal. La pauvreté comme cible, c'est dire que la misère est inacceptable dans le monde. Cela se greffe facilement sur la conception que j'ai de la justice où il y a une priorité qui est accordée au

sort des défavorisés, ceux qui n'ont pas de libertés réelles. Il y a donc une attention privilégiée pour eux, présente dans la tradition chrétienne. D'autre part, le message du Christ nous dit aussi de ne pas faire du succès matériel, social, économique le but de l'existence. Dans l'Évangile, le passage « *Regardez les oiseaux des champs. Ils ne sèment ni ne moissonnent...* » attire l'attention sur la valeur relative des choses matérielles. Lors du lavement des pieds des disciples par Jésus, il le rappelle : il n'est pas là pour être servi mais pour servir. Belle leçon d'humilité. Concrètement, ce n'est pas nécessairement à la secrétaire de ramasser les tasses sales après la réunion. Certaines valeurs sont magnifiquement exprimées dans ces textes par des symboles, des paraboles. Mais à d'autres figures de Jésus élaborées plus tard dans l'histoire, je n'adhère pas.

– *En 1985, vous avez défendu avec d'autres la proposition d'une allocation universelle pour tous. Aujourd'hui, près de trente ans plus tard, cette idée fait son chemin, même si elle n'a pas été adoptée en Belgique. De quoi s'agit-il ?*

– L'idée est simple. Il s'agit de donner par l'entité politique à chacun de ses membres une sorte de minimex ou revenu d'intégration mais ce revenu se distingue par trois caractéristiques : le revenu est individuel, pour tous, riches et pauvres, et disponible qu'on ait ou non du

travail. Cette allocation serait intégrable avec d'autres comme les allocations familiales, une pension de base mais ne serait pas un substitut à l'ensemble du système de sécurité sociale. Ce n'est donc pas une allocation unique mais un socle en-dessous de l'ensemble des revenus redistribués.

– *Cette idée suscite des réticences à gauche et à droite mais continue à être largement discutée...*

– Nous avons créé un réseau pour promouvoir cette idée, le « Basic Income Earth Network ». Le prochain congrès aura lieu au Canada cet été. Des discussions sont lancées au niveau européen. Une initiative populaire en Suisse va contraindre le gouvernement à organiser

« Mon but n'est pas d'être heureux mais de faire quelque chose que j'estime "bien" et devoir être fait. »

un référendum d'ici la fin 2015 sur l'introduction d'une allocation universelle. En Slovaquie, un parti se présente avec cette proposition comme idée centrale. Le débat à ce sujet s'est développé en Allemagne de façon spectaculaire. Oui, l'idée fait son chemin.

– *Vous êtes aussi très présent dans le débat d'idées sur l'avenir du pays et de Bruxelles...*

– Pour moi, notre identité politique doit être d'abord territoriale au départ des trois régions du pays, Wallonie, Bruxelles, Flandre, ce qui n'empêche pas de se sentir aussi Belge ou Européen. Je me revendique personnellement d'une identité bruxelloise, belge et européenne qui sont complémentaires. Il ne faut cependant pas que ces identités soient ethniques. Je suis donc contre la co-gestion de Bruxelles avec des sous-nationalités francophone ou flamande, proposée par la N-VA. Étudiant, j'ai vécu à Louvain puis dix-sept ans à Louvain-la-Neuve, à l'étranger aussi. Mais mon ancrage, c'est Bruxelles. C'est là où je me sens bien, où je pense pouvoir être utile, toujours en fonction de cette mentalité de « go between ». Je me rends compte du gâchis suite au peu de communication entre les deux communautés belges et à la méfiance que cela induit.

– *Vous êtes favorable aussi à utiliser davantage l'anglais à Bruxelles...*

– Je ne prône pas le remplacement du

français et du néerlandais à Bruxelles. Il ne s'agit pas de mettre les noms des rues dans les trois langues. Mais plutôt de dire oui à l'anglais comme langue de communication au public dans certaines circonstances, comme cela se fait à la STIB. Oui aussi à un apprentissage plus poussé de cette langue à l'école.

– *Certains francophones ont fort peur du séparatisme. Vous n'y croyez pas...*

– Non, dans la mesure où ni la Flandre, ni la Wallonie ne veulent abandonner la Belgique sans amener Bruxelles avec elle. Mais ni la Flandre, ni la Wallonie ne peuvent quitter la Belgique avec Bruxelles pour elles seules.

– *Comment vous ressentez-vous ?*

– Mes trois activités (enseignement, recherche, débat public) se complètent bien et en passant de l'une à l'autre, ce sont des manières de voir le monde autrement. Je circule à vélo à Bruxelles, ce qui me détend aussi et en dehors des activités académiques, j'aime rencontrer les gens et la culture des pays où je me rends, ce qui m'aide à mieux appréhender les problèmes de notre monde.

– *Tout ce travail effectué, finalement, quel sens cela a-t-il pour vous ?*

– Je ne crois pas que je vais renaître ni revivre après ma mort mais il y a des choses auxquelles j'ai contribué qui continueront après moi, à commencer par ma famille, mon université, ma ville. La vie est passionnante parce qu'il y a une espérance et une forme d'identification avec quelque chose qui est plus grand que nous, une cause à laquelle on croit, une communauté dont on fait partie dans toute sa diversité.

– *Cela vous rend-il heureux ?*

– On doit présupposer qu'on est libre et qu'il y a quelque chose de plus grand que nous qui nous survivra. Cela a du sens d'y participer. Mon but n'est pas d'être heureux mais de faire quelque chose que j'estime « bien » et devoir être fait. Cela peut conduire à du bonheur mais aussi à des frustrations. C'est une forme de sécularisation de ce qui est présent dans la tradition chrétienne de l'espérance.